



**SDDEA**

*Cité administrative des Vassaulles  
CS 23076 - 10012 TROYES CEDEX*

**Date de convocation :**

06 05 2022

**Date d'affichage :**

06 05 2022

**Nombre de membres :** 37

**Nombre de membres en  
exercice :** 37

**Nombre de membres qui  
assistent à la séance :** 23

**Ayant pris part au vote :**

29 dont 6 procurations

**Résultat du vote :**

Pour : 29

Contre : 0

Abstention : 0

**Extrait du registre des délibérations**

**Séance du 13 05 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le treize mai à neuf heures trente, les membres du Bureau Syndical légalement convoqués se sont réunis en salle du Conseil du Centre des Congrès, sous la présidence de Monsieur Nicolas Juillet, Président du SDDEA.

**Sont présents :**

Mmes et MM. JUILLET, HOMEHR, AUBRY, BANACH, BOISSEAU, BOYER, BRIQUET, DRAGON, FIGIEL, FINELLO, GAUDY, GERMAIN, JACQUARD, LAGOGUEY, LAMY, LEROY, MAILLAT, MAILLET, MANDELLI, MASURE, PACKO, POILVE, ZAJAC.

**Sont excusés et donnent procuration :**

M. BAILLY-BAZIN donne procuration à Mme GAUDY  
M. BRET donne procuration à M. BOISSEAU  
M. DUQUESNOY donne procuration à Mme HOMEHR  
Mme LANTHIEZ donne procuration à M. LAMY  
M. THIEBAUT donne procuration à M. BANACH  
Mme THOMAS donne procuration à M. BOISSEAU

**Sont Absents :**

Mme et MM. ANTOINE, GROSJEAN, GUNDALL, JAY, LEIX, PELOIS, VIART en sa qualité de Vice-Président du SDDEA, M. VIART en sa qualité de Président du Bassin Seine et affluents troyens.

**Assiste également à la réunion :**

M. GILLIS, Directeur Général des Services du SDDEA.

**Secrétaire de séance :**

M. FIGIEL a été élu secrétaire de séance.

|                                     |   |
|-------------------------------------|---|
| <b>OBJET DE LA<br/>DELIBERATION</b> | Modalités de paiement des heures supplémentaires du personnel du<br>SDDEA |
|-------------------------------------|---|

Vu le Syndicat Mixte Ouvert de l'Eau, de l'Assainissement Collectif, de l'Assainissement Non Collectif, des Milieux aquatiques et de la Démoustication (SDDEA), créé depuis le 1<sup>er</sup> juin 2016 en application de l'arrêté préfectoral DCDL-BCLI 201681-0003 du 21 Mars 2016 ;

Vu les statuts du SDDEA dans leur version en vigueur à la date de la séance ;

Vu le règlement intérieur du SDDEA dans sa version en vigueur à la date de la séance ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la Fonction publique ;

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, pris pour application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 (nouvellement article L. 714-4 du CGFP) ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 modifié, relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

Vu l'avis du Comité technique placé auprès du Centre de Gestion de l'Aube du 24 février 2022.

## **LE PRESIDENT EXPOSE AUX MEMBRES DU BUREAU SYNDICAL,**

Par délibération n°3 du 2 mars 2017, les membres du Bureau Syndical ont adopté les modalités de paiement des heures supplémentaires du personnel du SDDEA.

Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (nouvellement article L. 714-4 du CGFP), « *l'organe compétent fixe, notamment, la liste des emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires ouvrant droit aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires* ». A cet égard, il apparaît que la délibération n°3 du 2 mars 2017 est trop générale dans sa formulation et ne comporte pas les précisions requises par l'article 2 du décret n° 91-875 susvisé.

En conséquence, elle ne constitue pas une pièce justificative suffisante à l'appui du mandat transmis au payeur départemental.

Aussi, afin de pouvoir maintenir le versement des IHTS aux agents du SDDEA, le Bureau Syndical doit fixer, par cadre d'emplois et fonction, la liste des emplois qui, en raison des missions exercées, ouvrent droit aux heures supplémentaires dans les conditions fixées par l'article 2 du décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Un projet initial de délibération a été présenté en comité technique placé auprès du Centre de Gestion de l'Aube lors de la réunion du 24 février 2022. A la demande du collège « agents » une modification a été apportée afin de prendre en compte le décret 2020-592 relatif aux modalités de calcul et à la majoration de la rémunération des heures complémentaires.

### **I. BENEFICIAIRES**

D'instituer selon les modalités suivantes et dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires aux agents suivants :

| <b>Catégorie</b> | <b>Cadre d'emploi</b>   |
|------------------|---|
| B                | Techniciens territoriaux<br>Rédacteurs territoriaux   |
| C                | Adjoints techniques territoriaux<br>Agents de maîtrise territoriaux<br>Adjoints administratifs territoriaux |

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires : sont attribuées dans le cadre de la réalisation effective de travaux supplémentaires demandés par l'autorité territoriale ou le chef de service au-delà des bornes horaires définies par le cycle de travail et selon les dispositions du n° 2002-60 du 14 janvier 2002.

La rémunération de ces travaux supplémentaires est subordonnée à la mise en place de moyen de contrôle (badgeuse, feuille de pointage). Le versement de ces indemnités est limité à un contingent mensuel de 25 heures par mois et par agent.

Lorsque les circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, le contingent mensuel peut être dépassé sur décision du chef de service qui en informe immédiatement les représentants du personnel du Comité Technique. A titre exceptionnel, des dérogations peuvent être accordées après consultation dudit Comité, pour certaines fonctions.

Pour les agents à temps non complet, les IHTS sont calculées selon le taux horaire de l'agent dans la limite des 35 heures. Au-delà, elles sont calculées selon la procédure normale décrite dans le décret

n°2002-60 : 10 % pour chacune des heures complémentaires accomplies dans la limite du dixième des heures hebdomadaires de service afférentes à l'emploi à temps non complet et 25 % pour les heures suivantes.

Ces indemnités pourront être étendues aux agents contractuels de droit public de la collectivité sur les mêmes bases que celles applicables aux fonctionnaires des grades de référence.

L'indemnité horaire pour travaux supplémentaires fera l'objet d'un ajustement automatique dès lors que les montants ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

## **II. PERIODICITE DE VERSEMENT**

Le paiement des indemnités fixées par la présente délibération sera effectué selon une périodicité mensuelle.

## **III. CLAUSE DE REVALORISATION**

Les indemnités susvisées feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

### ***LE BUREAU SYNDICAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE :***

- **D'ADOPTER** les modalités de paiement des heures supplémentaires du personnel du SDDEA telles que présentées ;
- **D'ABROGER** la délibération n°3 du 2 mars 2017 du Bureau Syndical ;
- **D'INSCRIRE** les crédits correspondants au budget du SDDEA ;
- **DE CHARGER** le Président du SDDEA et le Payeur Départemental, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la délibération ;
- **DE DONNER** tout pouvoir au Président du SDDEA à signer tout acte administratif, juridique, financier ou technique, notamment de nature conventionnelle, à intervenir en application ou en exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits.<sup>i</sup>

**Pour extrait conforme,  
Le Président,**



Nicolas JUILLET

Nicolas JUILLET  
2022.06.02 16:04:21 +0200  
Ref:20220519\_135602\_1-3-S  
Signature numérique  
le Président

**Nicolas JUILLET**

---

<sup>i</sup> *La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne (R.421-1 du code de justice administrative) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par les services du contrôle de légalité.*